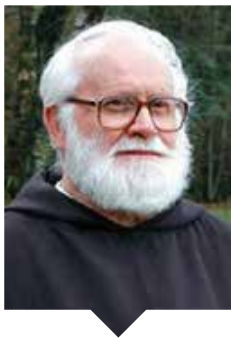


Élections présidentielles

DIGNITÉ

DU PEUPLE ÉQUATORIEN

ARMAND VEILLEUX,
Père abbé de l'abbaye de Scourmont (Chimay)


Allant à l'encontre du mouvement général, le petit pays latino-américain a choisi de poursuivre dans la voie de la révolution citoyenne.

La presse internationale a été captivée, ces derniers temps, par les débuts de la présidence américaine et par la campagne électorale française. La frénésie de signatures de décrets présidentiels aux États-Unis et la couverture des révélations presque quotidiennes du feuilleton des emplois présumés fictifs en France ont occupé toute l'attention. Dans ce contexte, un événement majeur de la vie politique sud-américaine était à peine mentionné : l'élection présidentielle en Équateur. Cet événement est cependant important pour plusieurs raisons.

Il s'agit tout d'abord d'une transition démocratique normale, par la voie des urnes. Il convient de le mentionner lorsqu'on pense à la longue litanie de coups d'État qu'a connus le continent sud-américain. Rafael Correa a quitté le pouvoir après avoir exercé la présidence durant dix ans. Économiste passé comme étudiant par l'Université Catholique de Louvain et marié à une Belge, il avait accédé au pouvoir alors que son pays souffrait encore fortement des effets de la crise économique de 1998. Il s'est fait le promoteur d'une « révolution citoyenne » s'inscrivant dans la mouvance de ce qu'on a appelé le « socialisme du 21^e siècle » qui porte une attention spéciale aux domaines de la santé, de l'éducation et de l'aide aux handicapés et aux familles en détresse.

ANTI-NÉOLIBÉRALISME

Avec l'élection de Correa, son pays était entré dans un mouvement que l'on considère généralement de gauche mais qu'il conviendrait sans doute de désigner plutôt comme « anti-néolibéralisme ». Cette

vague avait emmené au pouvoir Evo Morales en Bolivie, Néstor Kirchner en Argentine, Luiz Inácio Lula da Silva au Brésil, Hugo Chávez au Venezuela et Manuel Zelaya au Honduras. Correa étant évidemment beaucoup plus proche de Lula que de Chávez. Par la suite, presque tous ces gouvernements ont été la cible de coups d'État dits « constitutionnels ». Correa lui-même y a échappé de justesse au début de sa présidence.

En fait, la droite n'est pratiquement jamais arrivée au pouvoir par la voie des urnes en Amérique latine. Dans le passé, elle a utilisé les forces armées pour prendre le pouvoir, comme au Brésil en 1964, en Argentine en 1966, en Bolivie, en Uruguay et au Chili en 1973. Aujourd'hui les coups, comme celui qui vient de se produire au Brésil, utilisent plutôt les pouvoirs législatifs et judiciaires.

« UN PAYS POUR TOUS »

À la fin du mandat de Correa, l'Équateur avait le choix de poursuivre dans la ligne d'un socialisme modéré, d'inspiration largement chrétienne, ou de se laisser emporter par les vents de la droite néolibérale qui soufflent de plus en plus fort, aussi bien en Amérique qu'en Europe.

Le premier choix était représenté par Lenin Moreno, le candidat du parti au pouvoir, le second par Guillermo Lasso, un banquier avocat du retour aux vieilles politiques ultra-libérales. Moreno exprimait bien les options : « *Nous allons choisir entre un pays réservé à une poignée de privilégiés, avec des chocs économiques et des privatisations qui affecteront les plus pauvres, ou bien nous élirons un gouvernement pour tous, un pays pour tous.* »

Allant à contre-courant, le peuple équatorien, en élitant Moreno, a choisi de poursuivre dans la ligne lancée par Rafael Correa. En novembre 2013, ce dernier donnait à la Sorbonne un discours très remarqué où, en tant qu'économiste, il mettait l'Europe en garde contre la répétition des mêmes erreurs qui avaient été imposées à l'Amérique latine concernant la dette. Les pays européens auraient sans doute avantage à suivre l'exemple du peuple équatorien qui a su se garder du mirage des politiques néolibérales. ■